

QUE le contrat soit consenti aux conditions suivantes :

1. Le contrat sera d'une durée de vingt (20) ans à compter de la date de sa signature;
2. Le contrat pourra être renouvelé pour une autre période de vingt (20) ans aux conditions qui seront alors fixées par le gouvernement;
3. Le loyer annuel sera de cent quarante-huit dollars (148 \$);
4. Le loyer sera indexé annuellement selon l'indice des prix à la consommation pour le Canada établi par Statistique Canada;

QUE soient approuvés, aux conditions générales d'approbation ayant fait l'objet de l'arrêt en conseil numéro 682 du 26 avril 1963, les plans et devis suivants de la Municipalité de Saint-Marcel pour le projet de reconstruction du barrage situé à l'exutoire du lac Fontaine Claire, sur le territoire de la municipalité de Saint-Marcel :

1. Un plan intitulé « Réfection du barrage Fontaine Claire – Vue en plan, Situation projetée », plan 6, daté, signé et scellé le 16 février 2012 par M. Miroslav Chum, ingénieur;
2. Un plan intitulé « Réfection du barrage Fontaine Claire – Coupe longitudinale, Situation projetée », plan 7, daté, signé et scellé le 16 février 2012 par M. Miroslav Chum, ingénieur;
3. Un plan intitulé « Réfection du barrage Fontaine Claire – Coupe longitudinale, Situation projetée », plan 8, daté, signé et scellé le 16 février 2012 par M. Miroslav Chum, ingénieur;
4. Un plan intitulé « Réfection du barrage Fontaine Claire – Coupe transversale, Situation projetée », plan 9, daté, signé et scellé le 16 février 2012 par M. Miroslav Chum, ingénieur;
5. Un devis intitulé « Devis technique – Municipalité de Saint-Marcel-de-l'Islet – Réfection de la structure de retenue à l'exutoire du lac Fontaine Claire – Barrage no X2079255 », daté, signé et scellé le 17 février 2012 par M. Miroslav Chum, ingénieur, totalisant environ 47 pages incluant les annexes 1 à 5.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

60556

Gouvernement du Québec

Décret 1111-2013, 30 octobre 2013

CONCERNANT l'octroi d'une subvention à l'Institut de recherches cliniques de Montréal pour l'année financière 2013-2014 et d'une avance pour l'année financière 2014-2015

ATTENDU QUE l'Institut de recherches cliniques de Montréal est une personne morale à but non lucratif régie par la partie III de la Loi sur les compagnies (chapitre C-38);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 7 de la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (chapitre M-30.01), le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie peut prendre toutes mesures utiles à la réalisation de sa mission et peut notamment apporter, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le versement à l'Institut de recherches cliniques de Montréal d'une subvention de fonctionnement de 15 842 313 \$, pour l'année financière 2013-2014, en tenant compte de la somme de 4 300 000 \$ versée à titre d'avance et autorisée par le décret numéro 831-2010 du 6 octobre 2010;

ATTENDU QU'il y a lieu d'autoriser le versement, durant l'année financière 2014-2015, à l'Institut de recherches cliniques de Montréal, à titre d'avance de la subvention pour cette année financière et sous réserve de l'allocation, conformément à la loi, des crédits appropriés pour l'année financière 2014-2015, d'une subvention de 4 700 000 \$ représentant environ 30 % de la subvention de fonctionnement accordée au cours de l'année financière 2013-2014;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe *a* de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie :

QUE le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie soit autorisé à octroyer à l'Institut de recherches cliniques de Montréal, pour l'année financière 2013-2014, une subvention de fonctionnement de 15 842 313 \$, avec un solde

à verser de 11 542 313 \$ en tenant compte de la somme de 4 300 000 \$ versée à titre d'avance et autorisée par le décret numéro 831-2010 du 6 octobre 2010;

QU'il soit autorisé à verser, en 2014-2015 à l'Institut de recherches cliniques de Montréal à titre d'avance de la subvention pour cette année financière et sous réserve de l'allocation, conformément à la loi, des crédits appropriés pour l'année financière 2014-2015, une subvention de 4 700 000 \$ représentant environ 30 % de la subvention de fonctionnement accordée au cours de l'année financière 2013-2014.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

60557

Gouvernement du Québec

Décret 1112-2013, 30 octobre 2013

CONCERNANT l'octroi d'une subvention au Fonds de recherche du Québec – Santé pour l'année financière 2013-2014 et d'une avance pour l'année financière 2014-2015

ATTENDU QUE le Fonds de recherche du Québec – Santé est régi par la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (chapitre M-30.01);

ATTENDU QUE, en vertu de l'article 7 de la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie peut prendre toutes mesures utiles à la réalisation de sa mission et peut notamment apporter, aux conditions qu'il détermine dans le cadre des orientations et politiques gouvernementales, et dans certains cas avec l'autorisation du gouvernement, son soutien financier ou technique à la réalisation d'actions ou de projets;

ATTENDU QUE pour l'année financière 2013-2014, la subvention autorisée au Fonds de recherche du Québec – Santé a été établie à 75 444 300 \$;

ATTENDU QUE, en vertu du décret numéro 1156-2012 du 5 décembre 2012, un montant de 21 000 000 \$ a déjà été versé au Fonds de recherche du Québec – Santé, à titre d'avance sur la subvention à lui être octroyée pour l'année financière 2013-2014;

ATTENDU QU'il y a lieu d'octroyer au Fonds de recherche du Québec – Santé une seconde tranche de la subvention à lui être octroyée pour l'année financière 2013-2014, d'un montant de 54 444 300 \$;

ATTENDU QUE pour pourvoir à ses obligations, il est nécessaire que le Fonds de recherche du Québec – Santé dispose, dès le 1^{er} avril 2014, d'un montant de 20 000 000 \$ à titre d'avance sur la subvention à lui être octroyée pour l'année financière 2014-2015 correspondant à environ 30 % de la subvention autorisée pour l'année financière 2013-2014;

ATTENDU QU'en vertu du paragraphe a de l'article 3 du Règlement sur la promesse et l'octroi de subventions (chapitre A-6.01, r. 6), tout octroi et toute promesse de subvention doivent être soumis à l'approbation préalable du gouvernement, sur recommandation du Conseil du trésor, lorsque le montant de cet octroi ou de cette promesse est égal ou supérieur à 1 000 000 \$;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie :

QUE le ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche, de la Science et de la Technologie soit autorisé à octroyer au Fonds de recherche du Québec – Santé une seconde tranche de la subvention à lui être accordée pour l'année financière 2013-2014 d'un montant de 54 444 300 \$;

QU'il soit autorisé à verser, en 2014-2015 au Fonds de recherche du Québec – Santé à titre d'avance sur la subvention à lui être octroyée pour cette année financière et sous réserve de l'allocation, conformément à la loi, des crédits appropriés pour l'année financière 2014-2015, une subvention de 20 000 000 \$ représentant environ 30 % de la subvention de fonctionnement accordée au cours de l'année financière 2013-2014.

Le greffier du Conseil exécutif,
JEAN ST-GELAIS

60558

Gouvernement du Québec

Décret 1113-2013, 30 octobre 2013

CONCERNANT l'octroi d'une subvention au Fonds de recherche du Québec – Société et culture pour l'année financière 2013-2014, d'une avance sur la subvention pour l'année financière 2014-2015 et d'une subvention additionnelle pour les années financières 2013-2014 à 2018-2019

ATTENDU QUE le Fonds de recherche du Québec – Société et culture est régi par la Loi sur le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation (chapitre M-30.01);